Profil K2



Jean-Jacques Ratsietison

Cadre au sein de l'ingénierie mécanique du groupe Renault & Président FMI-Malagasy

Titulaire d'une licence ès sciences économiques de l'Université de Madagascar, diplômé ESSEC (1982).

Auditeur senior chez HSD, cabinet membre du réseau international Ernst & Young (1982 - 1985).

Financial Controller au sein du Groupe Econocom (leasing de matériels informatiques) pour les pays scandinaves (Suède, Danemark, Norvège) basé en Suède (1985 - 1987).

Jean-Jacques Ratsietison a vécu le fameux système social Suédois souvent pris en référence. Il reste persuadé que notre système de protection sociale est l'une sinon la meilleure au monde même si elle devrait maintenant subir des adaptations et quelques réformes profondes dont certaines justement pourraient s'inspirer du modèle Suédois.

Responsable de l'audit interne du groupe Labinal spécialisé dans les équipements automobiles et aéronautiques dont Turbomeca était une filiale (1988 - 2001).

Il a exercé dans un contexte international, ce qui lui a permis d'acquérir une très grande expérience et une solide connaissance de l'entreprise à travers le monde.

Le Groupe Labinal a été racheté par la Snecma (pour la partie aéronautique dont Turbomeca) et Valeo (pour la partie automobile) en 2001. La Snecma est devenue ensuite Safran.

Cadre au sein de l'ingénierie mécanique du Groupe Renault (depuis avril 2001)

Il parle le malgache, le français, l'anglais et l'espagnol et a de solides notions d'allemand et de base en italien.

Activités politiques

En 1992, il a été le conseiller économique du Président Albert Zafy, leader des Forces Vives durant les événements survenus à Madagascar et qui ont entraîné la chute du Président Ratsiraka.

Il fut dépêché à ce titre pour discuter avec les représentants du FMI et de la Banque Mondiale à Paris.

Mais quand le Président Zafy Albert a formé son gouvernement, il a décidé de ne pas en faire partie en raison de divergences profondes (histoire des financements parallèles et préparation de la mise en oeuvre du système de change flottant avec l'introduction du Marché Interbancaire des Devises ou MID).

À partir du milieu des années 2000, il a commencé à écrire dans les quotidiens Malgaches pour fustiger les actions du FMI et de la Banque Mondiale, notamment pour dénoncer les effets néfastes du Marché Interbancaire des Devises ou MID.

Il a écrit la première version de la "Réponse d'un Malgache aux Institutions de Bretton Woods" et commencé à multipier les interventions télévisées à Madagascar dans le but de sensibiliser l'opinion publique malgache (2006).

Il a été sollicité par le mensuel ROI (Revue de l'Océan Indien) pour un article économique à l'occasion du 50ème anniversaire de l'indépendance de Madagascar (2010).

Sollicité par les Sénateurs de la transition, alors dénommés Conseillers Supérieurs de la Transition ou CST, il a participé à l'élaboration de la Résolution n° 001/2012/R du 28 Juin 2012, approuvée par 80 % des sénateurs et dont la première disposition portait sur la suppression du MID, le retour au système de change fixe et surtout la réévaluation de la monnaie malgache (2012).

La Résolution a fait l'objet d'un Projet de loi rédigé en date du 2 mai 2013 et qui n'a cependant pu voir le jour en raison de l'opposition du Ministre des Finances d'alors qui n'est autre que l'actuel Président de la République (2013).

Il a fondé l'association FMI-Malagasy (Fahefa-Mividy no Ilain'ny Malagasy ou Du pouvoir d'achat pour tous les Malgaches) qu'il préside (2014). Cette association a été créée conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 et de l'article 1er de son décret d'application du 16 août 1901.

Cette association a pour objectifs généraux de :

- Lutter pour l'augmentation substantielle et pérenne du pouvoir d'achat de tous les malgaches,

- Lutter contre la violence sous toutes ses formes, dont la première qui frappe la majorité écrasante de la population malgache, est son extrême pauvreté, notamment la malnutrition et le non-accès à l'eau potable, le non-accès aux soins les plus élémentaires, l'analphabétisme et le déficit scolaire, la carence de logement, les conditions sanitaires déplorables,

- Dispenser une éducation citoyenne et informative à la population, notamment sur les moyens de la sortir de cette pauvreté aussi révoltante qu'inexplicable,

- Réfléchir de façon permanente aux problèmes récurrents de la condition de la population (le social populaire) afin d'y apporter les réponses adéquates,

- Faire connaître la cause de l'extrême pauvreté à Madagascar afin de sensibiliser et de mobiliser l'opinion tant malgache qu'internationale en vue d'y remédier.

Il a été sollicité pour une interview par Geopolis à l'occasion de la Francophonie qui s'est déroulée à Madagascar (2016).